

GÉOHISTOIRE ET ENJEUX GÉOPOLITIQUES DE L'IMPLANTATION DE LA RADIO CHINOISE EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE DEPUIS 1949

Selma Mihoubi, doctorante à l'Institut Français de Géopolitique (CRAG), Université Paris 8, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis, France (selma.mihoubi@gmail.com).

RÉSUMÉ :

Le pouvoir chinois s'est lancé dans l'implantation de sa radio internationale (*RCI*¹) dans une dizaine de villes d'Afrique de l'Ouest francophone depuis 2010. Pourtant, c'est dès la naissance de la RPC en 1949 que le Parti Communiste au pouvoir à Pékin tente de tisser des relations diplomatiques, commerciales et médiatiques avec ces pays. Autant d'années marquées par des réussites, et des reculs de l'influence chinoise dans une région convoitée. En première ligne, les radios internationales des anciennes puissances coloniales (France, Grande-Bretagne), fédèrent encore aujourd'hui les auditeurs ouest-africains. Aussi, l'engagement sur le terrain de ces pays opposés idéologiquement au PCC complique l'opération d'implantation de *Radio Chine Internationale*. Il s'agit d'étudier les stratégies d'influence de la Chine en Afrique de l'Ouest francophone à travers plusieurs étapes historiques, ainsi que leurs enjeux pour les acteurs dominants.

Mots clés : Géopolitique ; Médias ; Représentations ; Chine ; Afrique.

ABSTRACT:

Since 2010, Chinese rule started *CRI* set up in French-speaking West Africa. However, the Communist Party in Beijing tried to forge commercial, diplomatic and media relations with those countries as soon as the PRC was proclaimed in 1949. During all these years, Chinese influence has experienced achievements and decline in a coveted area. At the forefront, international broadcasters from former colonial powers (France, Great Britain) still unify West-african listeners. Also, local interests of those countries ideologically opposed to the CPC complicate *China Radio International's* establishment process. This study determines China's influence strategy in French-speaking West Africa through several historic steps and their issues for prevailing actors.

Key words: Geopolitics; Media; Representations; China; Africa.

INTRODUCTION

Depuis le début des années 2010, Pékin a développé l'ancrage local de sa radio internationale en Afrique francophone. Largement implantée économiquement dans la région, la Chine veut également contrôler son image par le biais de l'influence médiatique. Le déploiement de RCI en Afrique francophone a été entravé par la marginalisation politique de Pékin, et de ses médias d'État au caractère propagandiste. L'influence socio-culturelle, politique et médiatique des pays occidentaux dans la zone s'érige également en obstacle. Mais la Chine a su user d'une stratégie de coopération Sud-Sud, basée sur un socle de représentations tiers-mondistes. Ajouté à une supériorité économique incontestable, ce modèle a permis à RCI d'établir des relais FM et à ondes courtes dans une dizaine de localités du Sénégal, du Niger et du Mali. Ces trois États seront plus particulièrement analysés au cours de cette étude dans la mesure où il s'agit des territoires francophones les plus investis par la radio chinoise.

En observant les échanges économiques entre la Chine et les pays d'Afrique, il apparaît rapidement que les plus importants concernent les puissances pétrolières, ou autres fournisseurs majeurs de minerais. Ainsi, les cinq pays les plus investis par la Chine (2003-2017) sont l'Égypte, le Nigeria, l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Mozambique. Dans cette liste, aucun ne fait partie de l'Afrique de l'Ouest francophone. Cela ne signifie pas pour autant que la région n'est pas cruciale quant au projet d'expansion globale du pouvoir chinois. Ces pays justement moins développés permettent à la Chine d'appliquer une « diplomatie de services », dans laquelle ses entreprises apportent des infrastructures nécessaires au développement des États ouest-africains, qui investissent et permettent l'essor de ces groupes chinois.

L'évolution de l'implantation médiatique chinoise sur le continent africain peut être expliquée en quatre phases (Zhang, Wasserman, Mano, 2016). Une phase initiale qui s'est étalée de la naissance de la RPC en 1949, à la révolution culturelle vers 1966. Ce dernier événement marque une phase de stagnation, qui durera jusqu'en 1971 et la reconnaissance de Pékin à l'ONU. Des années 1970 au début des années 2000, se déroule l'étape d'ajustement, qui a permis de mieux définir et d'appliquer les piliers des échanges médiatiques sino-africains. Le dernier palier de la stratégie chinoise est la phase d'institutionnalisation, qui a vu l'implantation des médias chinois se concrétiser au cours des années 2000 jusqu'à aujourd'hui.

RCI est régie par le Département de Propagande du PCC. Un organe fondé dès le premier congrès du Parti communiste chinois en 1921, soit bien avant son arrivée au pouvoir de la RPC. Cela montre la nécessité pour le parti d'exercer une action efficace et contrôlée par les plus hautes instances, afin d'influencer les populations locales et étrangères. Le Président chinois Xi Jinping conserve cette organisation et continue le travail entamé par ses prédécesseurs dans l'affirmation de la puissance chinoise. Quels sont les enjeux de cette stratégie de Pékin en Afrique de l'Ouest francophone, et pourquoi cette région est-elle cruciale à l'influence globale de la Chine ?

I. Des ambitions désenchantées

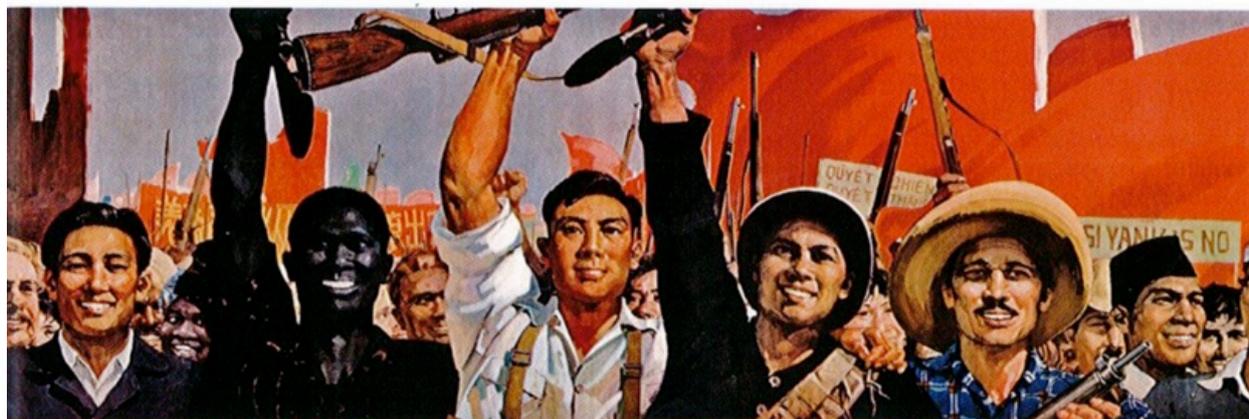
A. Le visage tiers-mondiste de la Chine

Lors de la phase initiale de l'entreprise médiatique chinoise en Afrique, le monde évolue dans un contexte de Guerre froide. L'Union soviétique et les États-Unis se disputent le contrôle du monde, et la Chine communiste s'allie aux pays neutres, ou interposés. Le premier objectif des autorités chinoises, est de trouver des partenaires sur le continent africain, dans l'idée de « *déplacer politiquement l'hégémonie des États-Unis* » dans ces territoires (Zhang, Wasserman, Mano, 2016). Après la mort de Staline en 1953, les nouveaux dirigeants soviétiques entament la déstalinisation et allègent leurs discours, considérant les politiques de l'ancien révolutionnaire communiste trop radicales. Mao Zedong accuse les soviétiques de laxisme face à l'ennemi américain. Redoutant les volontés hégémoniques des deux blocs, le responsable chinois mise sur le Tiers-Monde. À cette période, « *la Chine communiste cherche à s'inscrire au cœur du monde afro-asiatique qu'elle prétend arracher à l'impérialisme* » (Richer, 2008).

Aussi, Pékin ne représente pas la Chine auprès de la communauté internationale et souffre d'une isolation diplomatique mondiale. La montée en puissance des communistes au pouvoir a été marquée par une opposition politique avec les nationalistes du Kuomintang. Après des années de lutte, Mao et son parti proclament la République Populaire de Chine en 1949, et délogent le Kuomintang au pouvoir depuis 1928. Les nationalistes se réfugient sur l'île de Taïwan où ils reforment un gouvernement établissant l'existence de deux Chine : la République de Chine basée à Taipei obtient le soutien des États-Unis notamment, et occupe dès lors le siège de la Chine au sein des Nations Unies. Il devient alors nécessaire pour les autorités de Pékin de travailler sur leur image à l'étranger, afin d'acquérir de nouveaux alliés.

Radio Chine Internationale alors Radio Pékin, commence à diffuser ses programmes sur les ondes africaines en 1956. La radio relaie des émissions en morse, en cantonnais et en anglais. Ses premières cibles sont les communautés chinoises installées en Afrique du Sud et du Sud-Est. *RCI* développe à la fin des années 1950 les émissions en français à destination de l'Afrique de l'Ouest. Néanmoins, les relations du pouvoir communiste chinois avec les pays africains se développent difficilement. Dans un contexte de rivalités avec l'Union soviétique et les États-Unis, la Chine peine à imposer son modèle. Mais dans le courant des années 1960, les indépendances africaines permettent à Pékin d'attirer de nouveaux partenaires. Les dirigeants chinois encouragent et défendent des groupes de lutte pour l'indépendance sur le continent. Ils jouent sur les représentations autour des batailles chinoises contre l'impérialisme japonais, britannique ou encore portugais, et tissent des liens avec des pays jeunes basés sur des valeurs fortes (Courmont, 2009). Au Niger par exemple, Pékin soutient le Sawaba, « *premier mouvement social* » du pays et « *seule organisation politique structurée dans les années 1950* »². Le Sawaba revendique le droit d'établir des relations avec d'autres partenaires étrangers que la puissance colonial, avant l'indépendance du Niger. Les hostilités sont ainsi lancées et l'administration coloniale française écarte le groupe insurgé des sphères de pouvoir.

Avec les pays fraîchement indépendants du continent africain, Pékin dispose d'un nouveau terrain pour diffuser son influence et développer ses politiques médiatiques. Dans le même temps, la RPC n'est toujours pas reconnue par la communauté internationale à l'ONU.



全世界人民反对美帝国主义的斗争必胜!
Kongde H., septembre 1965, « The struggle of all the people in the world against American imperialism will be victorious ! »

Le Mali est le premier pays d'Afrique de l'Ouest francophone ayant entretenu des relations diplomatiques et médiatiques avec la Chine. C'est avant tout le seul pays de la région qui ne s'est jamais aligné avec Taïwan, par affinité socialiste. Le président de l'époque Modibo Keïta s'est déplacé à Pékin, et le Premier ministre Zhou Enlai lui a rendu visite à Bamako déjà en 1964. Un événement encore raconté aujourd'hui par les médias chinois pour souligner un moment historique de la coopération sino-malienne³. Cette même année 1964, les deux pouvoirs alliés signent un Traité d'amitié encadrant leurs échanges. Le Président Keïta, fervent défenseur des indépendances africaines et des mouvements tiers-mondistes, adopte une idéologie socialiste soutenant la Chine unique, et s'éloigne des anciennes puissances coloniales. Le Président malien attend de Pékin un soutien au développement de son pays, et les autorités chinoises sont intéressées par le coton malien, nécessaire à l'essor de leur industrie textile (Sanogo, 2010).

Les dirigeants de *RCI* élargissent alors l'offre de la radio chinoise, avec le lancement de nouveaux programmes en portugais, arabe, swahili et haoussa. L'utilisation des langues africaines par les médias chinois montre une capacité rapide d'adaptation ainsi qu'une volonté de toucher au plus près les populations locales, et de mieux faire connaître la Chine. Déjà en 1964, un journal de la *BBC* annonce le leadership de *RCI* parmi les radios internationales en ce qui concerne le temps de diffusion radio en Afrique (Cooley, 1965). À cette période, *Radio Chine Internationale* ressemble plutôt à un relai diplomatique de Pékin qu'à une radio d'information généraliste.

B. Recul de l'influence chinoise

Cet élan va connaître une période de stagnation, à cause de problèmes internes à la Chine. En effet, jusque dans les années 1970, la Révolution culturelle secoue le pays, et le dirigeant chinois Mao se concentre sur la reconquête d'un pouvoir vacillant en interne, laissant de côté les ambitions internationales de la Chine. Les médias d'État chinois ont directement subi les nouvelles directives des autorités de propagande du PCC durant la période de la Révolution culturelle. Le ton se durcit, et les journalistes des médias chinois doivent s'en tenir à des dépêches officielles, à traduire mot à mot de la version originale en chinois pour correspondre au mieux à l'idéologie du Parti.

Les équipes des 16 bureaux africains des médias chinois dans les pays qui reconnaissent déjà Pékin comme l'Égypte, la Guinée ou la Tanzanie, sont rappelées à domicile pour suivre des stages idéologiques. À cette période, des gouvernements africains ont pris l'initiative d'expulser des correspondants chinois basés dans leurs pays, accusés d'espionnage à la suite d'opérations de propagande menées par Pékin contre les puissances occidentales (Morin-Allory, 2011).

En effet, à l'origine, les médias d'États sont des outils de propagande politique (Chomsky, Herman, 2004). Ils ont été créés par les anciennes puissances coloniales afin d'exercer une influence sur leur empire, en termes idéologique et culturel. Ainsi, « les médias en Afrique noire sont le résultat d'un transfert de technologie dont les premiers bénéficiaires avaient été, pour la presse et plus tard, pour la radio, des Européens installés en Afrique. Les dirigeants africains des nouveaux États ont hérité de la concentration des pouvoirs que les colonisateurs avaient opérée dans les zones francophones » (Tudesq, 2002). Dès lors, jusqu'après les indépendances des pays étudiés, Radio France Internationale est restée l'une des antennes les plus écoutées et les plus influentes. Une vision française de l'actualité internationale domine alors en Afrique de l'Ouest francophone, rendant difficile une pénétration de l'influence chinoise. À Dakar comme à Niamey, les correspondants de RFI vivent sur place et travaillent au quotidien pour Paris. Ils ont un rôle très important auprès des autorités locales, qui ont tout intérêt à entretenir des relations avec eux pour gérer leur image. Les correspondants locaux des grandes antennes internationales ont des liens particuliers avec les sphères du pouvoir. L'exemple du burkinabé Alpha Barri est significatif : correspondant de RFI à Ouagadougou de 1997 à 2012, le journaliste est devenu patron de presse en 2008 en fondant la radio privée Oméga. Puis, Alpha Barri est devenu conseiller politique, et aujourd'hui ministre des Affaires Étrangères au Burkina Faso. Un parcours révélateur quant au poids politique des collaborateurs de RFI en Afrique francophone.

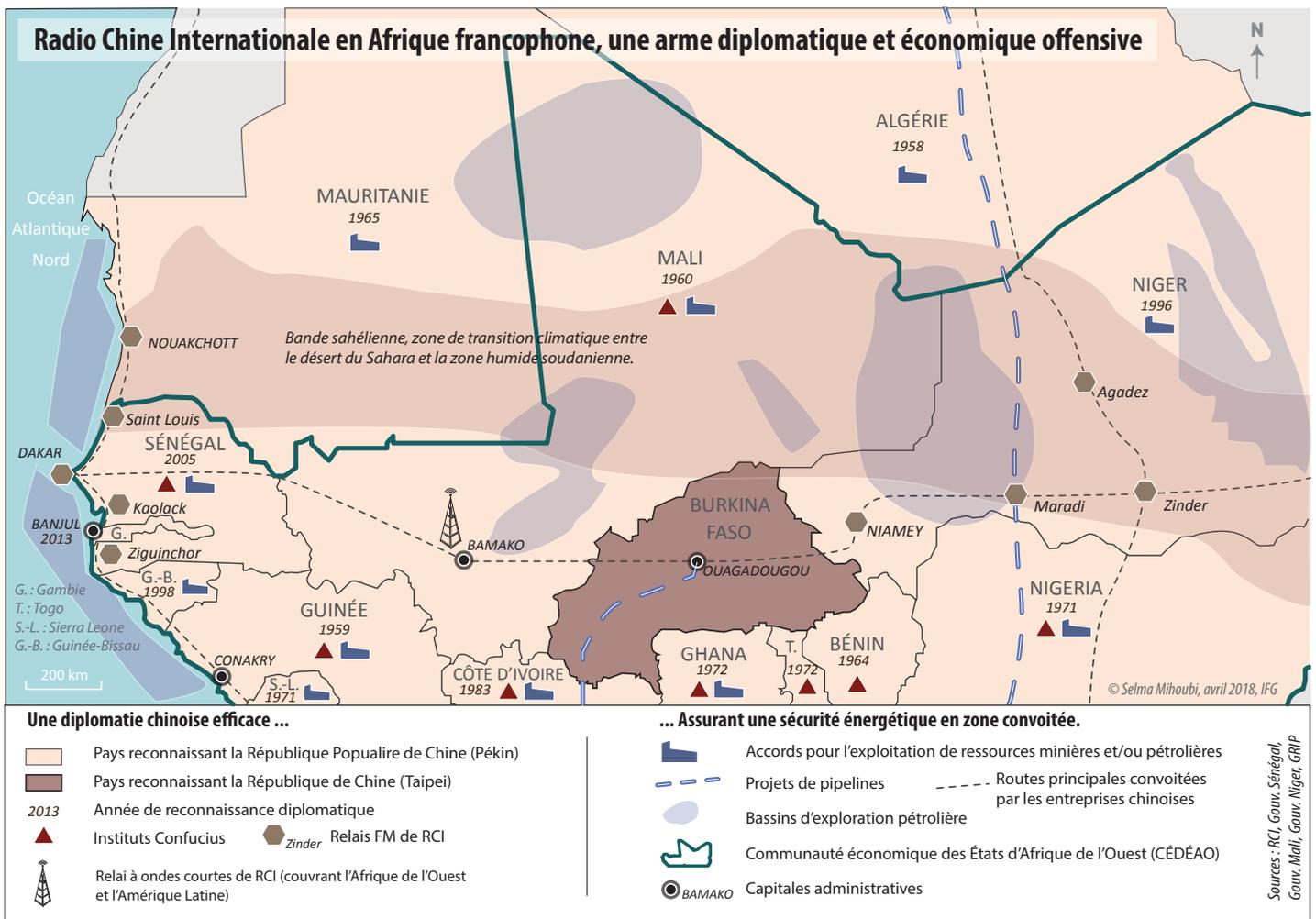
Pendant la stagnation, le pouvoir en Chine est repris en main par Zhou Enlai et Deng Xiaoping. Plus modérés et enclins à entamer le véritable développement socio-économique de la Chine, ils sont aussi préoccupés par la posture du pays sur la scène internationale. Les campagnes de soutien au Mouvement des non-alignés, et la proximité avec les pays du Tiers-Monde ont redoré la côte de popularité de Pékin sur la scène internationale. Les nouveaux dirigeants chinois veulent mettre en avant la culture chinoise, et son humilité plutôt que de l'animosité, et délaissent les stratégies de soutien aux groupes révolutionnaires locaux (Richer, 2008). Après avoir fermé ses bureaux à l'étranger, RFI fait son retour en Afrique dans les États à l'Est du continent : la proximité géographique et leur situation en bordure d'Océan Indien rendent ces pays prioritaires dans les échanges avec la Chine, notamment autour d'une route maritime convoitée.

Grâce à l'implantation médiatique, les autorités chinoises entendent un biais pacifique et efficace pour diffuser leur point de vue sur les affaires internationales, et, dans le même temps, entretenir des liens plus poussés avec les gouvernements des territoires ciblés. Pour Pékin, les relations internationales doivent évoluer vers l'apaisement global et la multipolarisation. Pour ce faire, la Chine doit accompagner les pays les plus pauvres, ne pas les abandonner au pouvoir hégémonique des grandes puissances mondiales, pour éviter les conflits et favoriser le maintien d'une paix durable.

C. Renouveau stratégique et victoire diplomatiques

La stratégie du PCC est alors de déguiser d'une certaine manière son implantation médiatique sous forme d'une aide aux gouvernements ouest-africains. Par exemple, dans les années 70, la Chine opère la construction pour le Mali d'un centre émetteur radiophonique en ondes courtes, pour aider le gouvernement dans la diffusion des médias d'État. En échange, les autorités maliennes ont permis à la Chine d'utiliser deux des quatre émetteurs disponibles pour diffuser les programmes de *Radio Chine Internationale* à destination du Mali, et plus largement, de l'Afrique occidentale et de l'Amérique Latine. Les deux autres émetteurs sont consacrés au relai des programmes de l'ORTM (Office de radiodiffusion télévision du Mali, groupe de médias publics). Ce premier accord médiatique entre la Chine et le Mali a été officialisé par un contrat s'étalant sur dix années, et toujours renouvelé depuis lors. Le dernier a été renouvelé en 2017. Cette politique de la Chine permettra finalement à la RPC d'être reconnue par l'ONU dans les années 1970, en tant que Chine unique, incluant Taïwan. Grâce en partie à ses nouveaux partenaires africains, la Chine s'est élevée sur la scène internationale et gagne ainsi en influence à travers le monde. Les dirigeants de Taïwan voient ainsi leur territoire être relégué au statut de province chinoise. (Zhang, Su, 2015).

La nouvelle posture internationale de la Chine provoque la défiance des gouvernements occidentaux, opposés idéologiquement à la Chine. Les médias de ces mêmes pays traduisent également ce scepticisme à l'égard des autorités chinoises. Ce par des accusations régulières de pillage des ressources africaines, ou en pointant des manquements aux Droits de l'Homme relevés sur les chantiers chinois en Afrique. Les principaux domaines d'investissements chinois en Afrique concernent les mines, les énergies et l'immobilier. Des accords avec la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Niger, et une dizaine d'autres pays à travers le continent, ont été passés ces dernières années. La mise en scène d'un investissement massif et rapide de la Chine en Afrique produit un regain de représentations négatives dans le monde occidental, accusant le pays asiatique d'opérer un « *grand pillage* » (Wagner, 2014) en Afrique.



II. La percée de l'influence chinoise en Afrique sahélienne

A. Avènement de la stratégie médiatique chinoise

Les autorités chinoises s'attèlent à restructurer leur système de médias vieillissant, et à l'internationaliser dans les meilleures conditions, en adéquation avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Chen, Colapinto, Luo, 2010). Il faudra attendre les années 1990 pour voir les résultats concrets des réformes économiques de la Chine qui s'affirme comme une puissance mondiale.

D'autre part, ces années marquent un tournant en Afrique francophone avec la libéralisation des marchés médiatiques. Des radios et autres groupes de médias privés émergent et concurrencent les médias publics, et étrangers. Dès lors, Pékin apporte son soutien au Mali et au Sénégal, entre autres, pour la réalisation de bâtiments pour l'ORTM à Mopti, ou pour l'ORTS à Dakar. Les territoires d'Afrique de l'Ouest francophone se révèlent porteurs pour Pékin, en tant que « *terrains neutres* » (Morin-Allory, 2011), peu contraignants pour développer et démontrer le savoir-faire des groupes chinois et gagner en expérience. Ainsi, le pouvoir chinois réduit progressivement l'écart qui sépare ses entreprises des groupes occidentaux concurrents déployés dans ces zones depuis la période coloniale.

Dans les années 1990, le taux de pénétration de *RFI* dans les capitales africaines était autour de 45%. La *BBC* réalise un score d'environ 15%, alors que *Radio Chine internationale* est absente des classements. La radio chinoise n'a alors que peu de visibilité en Afrique francophone (Vittin, 2002).

Du milieu des années 1990 au milieu des années 2000, la Chine avance de manière fulgurante dans ses relations avec les pays d'Afrique, pour réunir un maximum de partenaires commerciaux, et a fortiori, diplomatiques. La stratégie fonctionne puisque la quasi-totalité des pays du continent reconnaissent aujourd'hui Pékin (hormis le Burkina Faso et le Swaziland). Le Sénégal et le Niger ont reconnu la RPC plus récemment (respectivement 2005 et 1996), intéressés par la puissance économique chinoise, et la non-ingérence de Pékin dans les affaires politiques locales. Les accords commerciaux avec les pays d'Afrique sont dès lors accompagnés de partenariats médiatiques. Une manière pour Pékin de relayer les symboles renvoyés par les discours entourant la coopération sino-africaine, et propager la vision chinoise du monde (Li, 2009).

Dès l'année 2007, un chapitre presse apparaît dans le document définissant la politique africaine de la Chine (plan d'action de Beijing). « *Conscientes que la multiplication des échanges entre leurs médias de presse respectifs favorisent une couverture globale et objective, les deux parties encouragent leurs médias respectifs à jouer un rôle positif dans l'approfondissement de la connaissance mutuelle et de l'amitié.* », indique le texte, qui institutionnalise les relations médiatiques sino-africaines.

Dès le milieu des années 2000, le gouvernement chinois reçoit une délégation d'une trentaine de représentants de médias publics ou privés de 11 pays africains à Pékin. Pour l'Afrique de l'Ouest francophone, des journalistes du Mali, du Sénégal et du Niger sont invités, révélant à nouveau l'intérêt de Pékin pour ces trois pays. D'après un journaliste nigérien exerçant pour une radio privée, *RCI* finance des voyages dits de formations, durant de six à dix mois, entièrement pris en charge avec cadeaux à l'arrivée et au départ. Le voyage est agrémenté de stages idéologiques et visites des lieux historiques du communisme chinois. L'objectif du PCC est de leur montrer le développement de la Chine ainsi que son avancée technologique sur le plan matériel. Ces visites ont des effets positifs sur la coopération médiatique sino-africaine : les professionnels des médias voyant principalement les côtés avantageux de la Chine souhaitent un tel développement pour leurs pays. À leur retour, certains sont devenus artisans de l'implantation médiatique chinoise dans leurs États respectifs. Pékin décide dès 2010 d'institutionnaliser ces échanges à travers l'organisation annuelle d'un séminaire pour les professionnels de l'information en Afrique. Cette période coïncide par ailleurs avec l'implantation en FM de *RCI* dans plusieurs villes du Sénégal et du Niger.

B. Un travail d'influence localisé

L'implantation de *RCI* en Afrique de l'Ouest francophone peut être vue comme une cristallisation des politiques d'influence menées par la Chine en Afrique depuis des décennies. En ayant un rôle économique majeur dans le monde, le PCC au pouvoir a réussi à consolider son image de grande puissance au développement rapide. Il peut élargir son champ d'action en intensifiant l'internationalisation de ses médias dans ses zones d'intérêts, à l'image des anciennes puissances coloniales telles que la France ou la Grande-Bretagne (Mbabia, 2012).

La tâche n'a pas été aisée pour Pékin qui avait plus de proximité culturelle et géographique avec les pays d'Afrique de l'Est anglophones. Ces États font partie intégrante de la stratégie du collier de perle suivie par la Chine, consistant à sécuriser les routes maritimes des hydrocarbures principalement. L'enclavement du Niger et du Mali, et leur éloignement par rapport à la Chine ont ainsi compliqué l'implantation locale de *RCI*. Ce déploiement est une démonstration de puissance pour Pékin qui a relevé de nombreux obstacles économiques, géographiques, politiques et techniques pour diffuser localement sa radio.

Le Niger est un cas représentatif de cette attirance vers la Chine qu'ont tenté de créer les autorités. À Niamey, l'arrivée de *RCI* a répondu d'une volonté locale et non d'une campagne chinoise. Après avoir reconnu Pékin en 1996, le gouvernement nigérien n'a que des rapports économiques avec la Chine, intéressée par l'uranium du Niger. Au début des années 2000, le régime autoritaire de Mamadou Tandja est proche de Pékin, et hostile aux anciens pouvoirs coloniaux qui ont suspendu l'aide au développement. L'amitié sino-nigérienne se développe dès lors sur le volet médiatique, par l'initiative du patron d'une radio privée locale. Le dirigeant de la radio privée *R&M* a lui-même entrepris les démarches auprès des institutions gouvernementales afin de permettre l'implantation de *RCI* au Niger. Avec le soutien du Ministère de la Communication, et de l'ONC (Observatoire national de la communication)⁴, *R&M* rediffuse à partir de 2007 les programmes de la radio chinoise, avant de lui octroyer sa propre fréquence FM à Niamey, puis à Agadez, Maradi et Zinder. Ces deux dernières localités sont les plus peuplées du Niger, après la capitale Niamey. Agadez est l'une des zones les plus désertes du pays, mais son caractère géostratégique a poussé *RCI*, ainsi que d'autres radios internationales avant elle, à s'implanter. Agadez s'érige comme un carrefour dans la zone sahélienne, étant un point de passage principal pour les migrations et échanges entre Afrique sub-saharienne et Afrique du Nord et Europe. Plus important pour l'influence de la Chine : la plus grande région du Niger abrite les exploitations minières de l'entreprise chinoise CNNC (China National Nuclear corporation). La puissance asiatique a ainsi choisi de diffuser ses programmes radiophoniques dans une zone quasi-désertique, mais essentielle dans sa coopération bilatérale avec le Niger.

*Dans le même temps, les autorités chinoises lancent quatre fréquences FM au Sénégal, hub médiatique et institutionnel de la sous-région. Grâce à sa stabilité politique et son image favorable auprès de la communauté internationale, « le Sénégal, s'appuyant sur un discours Sud-Sud, sert de faire-valoir à l'engagement de la Chine en Afrique »⁵. L'idée est soumise par le biais de She Mingyuan, conseiller culturel de l'ambassade de Chine à Dakar, qui voit au Sénégal un potentiel pour le rayonnement de la Chine dans toute l'Afrique francophone. Le gouvernement sénégalais accepte, voyant une occasion de développer ses propres médias, à travers des partenariats signés entre *RCI* et des médias locaux publics comme privés. En 2010, Radio Chine Internationale ouvre ses relais FM à Saint-Louis, Dakar, Kaolack et Ziguinchor, avec le soutien technique d'Excaf Telecom, groupe privé sénégalais⁶. Chacune de ces villes revêt un intérêt économique pour Pékin, qui privilégie les territoires côtiers du Sénégal. Ouverts sur l'Océan Atlantique, ils sont les plus peuplés et d'un intérêt crucial pour le transport maritime des ressources de la sous-région. La ville de Kaolack est un carrefour du commerce du bois, et de l'arachide dont 99% des exportations sont arrivées en Chine en 2017. À Ziguinchor, les entreprises chinoises sont très dynamiques dans l'exploitation des ressources halieutiques. La diffusion de *RCI* dans ces villes est ainsi un atout afin de favoriser la propagation de représentations positives autour de la présence chinoise.*

Les dirigeants de RCI ont pour projet d'être la première radio internationale à diffuser des émissions en Wolof, langue parlée par plus de 80% de Sénégalais. La radio chinoise est déjà la seule radio étrangère en Afrique sahélienne à disposer d'un bâtiment avec rédaction et studios radio et TV, inauguré en 2015 à Dakar.

La radio chinoise diffuse ainsi des programmes en français au Sénégal et en Haoussa au Niger, et met à disposition des cours de chinois niveau débutant sur les ondes. Les programmes sont liés à l'actualité de la Chine, ses relations avec l'Afrique, l'économie, le sport, l'éducation, et la culture. Ce dernier volet culturel est central dans la coopération entre la Chine et les États ouest-africains. Dans la région, Pékin tente d'établir sa présence dans les domaines de la culture, du sport et des médias, vecteurs principaux et vitrines de l'image de puissance. Le renouveau des relations sino-sénégalaises est marqué par une inscription manifeste de la Chine dans le paysage culturel, notamment par la réfection de 11 stades régionaux (sur 14) à travers le pays, et la construction d'une arène de lutte sénégalaise à Dakar, sport traditionnel au Sénégal. Aussi, les entreprises chinoises ont participé à la construction du musée des civilisations noires à l'Université de Dakar Cheikh Anta Diop, où se trouve désormais un institut Confucius offrant des formations à la langue chinoise. La coopération sino-sénégalaise en terme de culture connaîtra son apogée en 2011, avec l'inauguration du Grand Théâtre National du Sénégal à Dakar, auquel la Chine a participé à hauteur d'un investissement de 28 millions d'euros. Autant d'événements relayés par *RCI* pour nourrir les représentations d'une Chine puissante et bienveillante dans ses relations bilatérales.

En ayant réussi cette entreprise, *RCI* s'impose comme une concurrente dynamique face aux antennes étrangères déjà bien implantées, comme *RFI* (France) ou *BBC* (Grande-Bretagne). Pékin redessine ainsi les flux d'informations internationaux en proposant une offre alternative en Afrique de l'Ouest francophone. La Chine perpétue néanmoins les inégalités centre/périphérie au Sénégal ou au Niger, en ne s'implantant que dans les capitales ou zones urbaines. Or, ces pays sont majoritairement ruraux.

C. Course à l'influence en Afrique sahélienne

Il s'agit pour la Chine d'entrer dans la course à l'influence des opinions publiques, dans une zone où les puissances mondiales ont des intérêts militaires ou économiques. La France par exemple est engagée militairement au Sahel à travers l'opération Barkhane, et tente dans le même temps d'assurer sa sécurité énergétique à travers des exploitations de gaz, pétrole (Mali) ou uranium (Niger).

Le Royaume Uni n'a contribué que par l'envoi de deux militaires à la MINUSMA, mission des Nations unies pour la stabilisation du Mali. Mais les entreprises britanniques (Shell, BP) n'en sont pas moins impliquées dans la zone, notamment dans l'exploration et l'exploitation pétrolière. Le rôle des radios internationales est ici de diffuser des valeurs portées par la France, ou la Grande-Bretagne dans les cas de *RFI* et *BBC*, permettant a fortiori une légitimation de leur présence. Aussi, ces mêmes antennes opèrent un traitement médiatique défavorable à l'égard de la Chine, qui peut désormais répliquer grâce à l'expansion de ses médias. La radio chinoise dénonce ainsi les politiques européennes en Afrique, pour avancer les bienfaits apportés par ses entreprises sur le continent. *RCI* relaie largement des sujets autour des entreprises de construction nationales travaillant au développement des réseaux routiers dans les pays du Sahel.

En revanche, les activités des entreprises d'exploitation de l'or ou de l'uranium au Mali ou au Niger n'apparaissent pas, occultant les activités aux retombées plus positives pour la Chine que pour ses partenaires africains.

Document n°3 : Article de l'agence de presse chinoise Xinhua publié sur le site de RCI, marquant les rivalités entre Pékin et les puissances occidentales.

« L'Occident envie la coopération gagnant-gagnant sino-africaine (Xinhua, 02/02/15)

La coopération sino-africaine a longtemps été vilement calomniée par l'Occident, alors même que sa nature mutuellement bénéfique a été prouvée à maintes reprises et largement acclamée.

Le dernier événement prouvant le caractère gagnant-gagnant de cette coopération a été la signature par l'Union africaine et la Chine d'un mémorandum d'entente mardi en vue de stimuler la coopération dans les infrastructures africaines, qui sont devenues un obstacle au développement de ce continent prometteur.

Pourtant, cet accord, qui, comme de nombreux autres, vise à favoriser le développement durable de l'Afrique, n'a pas mis fin aux médisances des médias occidentaux biaisés, qui ont employé des termes tels que celui de "néocolonialisme" pour dénigrer les bonnes intentions de la Chine.

De telles allégations, aussi provocatrices soient-elles, ne sont que pure calomnie et ne prennent pas ni en Afrique ni dans le monde. On peut voir derrière ces diffamations, ou du moins certaines d'entre elles, de la jalousie et de la frustration égoïstes.

Profondément conscients que la médiocrité de leurs infrastructures est leur point faible, les pays africains ont décidé depuis longtemps de faire du développement des infrastructures leur priorité pour accélérer l'élan de modernisation.

Selon la Banque mondiale, 93 milliards de dollars supplémentaires seraient nécessaires chaque année tout au long de la décennie à venir pour combler le déficit des infrastructures rien qu'en Afrique.

Pourtant, les riches pays occidentaux n'ont pas particulièrement aidé l'Afrique, en partie en raison de leurs restrictions de capitaux. Comme l'a fait remarquer le magazine *The Economist*, de nouvelles règles pour les compagnies d'assurance et les fonds de pension en Europe pénalisent les investissements non liquides à long terme, tels que ceux dans les routes, les ports et les voies ferrées. Or, ce sont ces projets dont l'Afrique a désespérément besoin.

Par ailleurs, des décennies après l'accession à l'indépendance des pays africains, l'Occident ne s'est toujours pas départi de ses intentions illusoires, anachroniques et ethnocentristes de maintenir l'Afrique sous son autorité

Ainsi, lorsque la Chine, une amie de longue date de l'Afrique qui a été un pays pauvre et arriéré, mais qui est par la suite devenue un géant doté de vastes ressources financières, d'une riche expérience et de technologies matures, a véritablement tendu la main à l'Afrique, de nombreux pays occidentaux ont manifesté de la jalousie.

Jusqu'à présent, la Chine a notamment achevé 1046 projets et aidé à construire 2233 km de chemins de fer et 3530 km de routes en Afrique. Ces projets ont nettement amélioré les conditions de vie de la population africaine et ont favorisé le développement socio-économique des pays africains.

L'Occident ne doit pas rester assis sur le côté à boudier et à médire. La Chine ne pourra pas répondre toute seule à tous les besoins de développement de l'Afrique, qui a besoin d'autant d'aide que possible.

Dans leurs relations avec l'Afrique, les pays occidentaux devraient apprendre à la fois de l'histoire et de la Chine. Ce n'est qu'en traitant l'Afrique avec respect, sur un pied d'égalité et en tenant compte des intérêts des Africains qu'ils pourront aller loin sur cette terre d'espoir. »

Depuis le milieu des années 2010, plusieurs acteurs déjà implantés ou non en Afrique de l'Ouest francophone, s'investissent médiatiquement. En plus de la Chine, la Turquie, la Russie, l'Inde ou encore le Brésil exportent des produits culturels et médiatiques en Afrique francophone, et tentent de concurrencer les puissances établies. Il faut surtout relativiser l'implantation chinoise en Afrique : en 2013, 16% des IDE indiens et 9% des IDE brésiliens sont à destination du continent africain. La même année, seulement 0,8% des IDE chinois sont répartis en Afrique.

La France avec RFI s'adapte aussi en renouvelant ses stratégies dans la zone. Alors que 85% des francophones seront en Afrique d'ici à 2050, des journaux en français facile sont élaborés, et l'utilisation des langues transnationales devient une priorité pour élargir l'auditoire. Ainsi, la radio française a déployé en 2015 sa nouvelle rédaction en Bambara dans sept pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sierra Leone, Liberia, Sénégal). Elle est devenue la première à diffuser des programmes dans cette langue dans autant de pays. Un choix « pour fabriquer une radio à vocation régionale », pouvant être comprise par de nouveaux pans de population : les femmes et les jeunes les moins alphabétisés, ou les personnes maîtrisant peu la langue française⁷.

Si la Chine a réussi son déploiement médiatique dans la région, son opération d'influence n'en est pas pour autant achevée. En effet, le traitement médiatique de la radio chinoise et sa conception du journalisme ne font pas l'unanimité. Pour Jean-Marc Belchi, Directeur du Développement et de la Distribution Afrique pour l'audiovisuel extérieur de la France, les médias chinois ou d'autres pays émergents ne sont pas une menace pour la stratégie d'influence française, notamment à cause de contenus pas encore assez développés par rapport aux programmes des radios concurrentes européennes.

À l'ère du déploiement des médias chinois dans le monde, le Département de propagande du PCC a eu des difficultés à s'adapter à son nouvel environnement. Le ton très officiel, ou diplomatique, des informations diffusées par les médias chinois, s'avère être une entrave à la popularité et au succès de l'entreprise médiatique de Pékin. Les journalistes et traducteurs travaillant pour RCI sont soumis à des règles strictes de respect des communiqués édités par les autorités. Ils doivent se conformer à la terminologie employée en chinois, et agissent ainsi comme porte-voix du gouvernement. Aussi, les émissions en direct sont impossibles ou très rares sur RCI, car toutes les informations doivent être revérifiées par le PCC. Tous les sujets doivent être réécoutés avant diffusion, une tâche chronophage empêchant la radio chinoise d'avoir la priorité dans la diffusion des informations internationales. Un système qui provoque un décalage entre la radio chinoise et ses concurrentes occidentales, qui misent sur la rapidité et le sensationnalisme pour accrocher les auditeurs. Le Département de propagande chinois se concentre sur la simple diffusion du message et de l'idéologie du gouvernement en place. Résultat, les journalistes deviennent des traducteurs, relayant principalement des communiqués gouvernementaux, avec des erreurs grossières de traduction et autres « adjectifs pompeux » (Soëtemondt, 2011), peu nuancés, à l'égard de la Chine et de ses réalisations.

La tentative d'intégration de la radio chinoise connaît ainsi plusieurs limites. D'un point de vue géographique, RCI est confrontée à des terrains hostiles pour la plupart. Si l'implantation des relais FM n'a pas connu de contestation de la part des populations locales ou des gouvernements, les conditions géographiques des territoires choisis ralentissent la réussite des projets chinois. L'exemple du Niger est significatif dans la mesure où le pays connaît un véritable problème d'électrification. Les relais FM en dehors de la capitale peinent alors à fonctionner comme ils le devraient. À Niamey, l'antenne de RCI est maintenue par la radio R&M, mais les petites équipes mobilisées localement ne suffisent pas à assurer toute la technique nécessaire au bon fonctionnement des relais FM à Maradi, Zinder ou Agadez. Sans parler des conditions climatiques difficiles, arides, l'énergie fait défaut à l'entreprise chinoise dont le signal est régulièrement handicapé par de longues coupures de courant qui empêchent la diffusion en continu des programmes.

CONCLUSION

À travers l'installation de *Radio Chine Internationale* sur le continent africain, Pékin souhaite promouvoir son modèle médiatique, présenté comme une alternative à la conception occidentale du journalisme. Néanmoins, les autorités chinoises s'inspirent des stratégies des radios internationales occidentales pour leur déploiement en Afrique⁸. En 2011, à l'occasion du forum sino-africain sur la coopération médiatique à Nairobi, le secrétaire du Département de la Propagande du PCC, dénonçait la « *domination des pays riches ou occidentaux sur l'information et les médias* ». Il avance que 90% des informations internationales sont produites par ces États à destination des pays les moins développés⁹. Des diplomates chinois à Dakar déplorent alors que ces informations ne reflètent pas toujours la réalité, « *accablent le continent* », et donnent une « *image négative des pays en développement* ». Une situation dans laquelle « *la Chine était encore il y a une trentaine d'années* ». La radio chinoise promet ainsi aux gouvernements africains un traitement médiatique positif, pour permettre un nouveau regard sur la Chine comme sur l'Afrique¹⁰.

La géographie des pays du Sahel selon Pékin se dévoile dans les contenus de la radio chinoise. Les publications de RCI accordent une moindre visibilité aux petites localités, et une sur-représentation des capitales, à l'image de ses concurrentes (RFI, BBC). Cela met en avant la définition de centres et de périphéries par la radio chinoise, mais les zones présentées comme reculées ont tout de même un intérêt pour Pékin. Par ce traitement médiatique, la Chine met en avant ses actions pour le développement des territoires et des réseaux de communication, tout en sous-représentant ses intérêts énergétiques ou économiques dans d'autres lieux.

Dans ses relations bilatérales Pékin prône des valeurs tiers-mondistes. La Chine affiche alors une stratégie paradoxale : la volonté d'être un pôle dominant comme l'Europe ou les États-Unis, et que les puissances mondiales la consultent lors de grandes décisions. La Chine attend un monde multipolaire, tout en s'imposant comme le seul compétiteur du monde occidental. Pourtant, le PCC utilise aussi la rhétorique des Non-alignés, s'opposant à toute domination extérieure. Le pouvoir chinois donne une nouvelle dimension aux relations Sud-sud, dans le sens où il a redynamisé les dialogues entre ses partenaires africains. D'autre part, le Parti Communiste chinois instrumentalise les différentes coopérations menées sur le terrain.

Pékin utilise sa double posture de pays en développement d'une part, et de première puissance économique mondiale d'autre part. Ce regain de relations bilatérales hors du continent asiatique est essentiel à la réalisation des grands objectifs chinois de politique extérieure. La lutte contre la reconnaissance de Taïwan, et un gain d'alliée pour l'obtention d'un siège permanent à l'ONU, restent au cœur des ambitions chinoises. Pékin cherche également à limiter l'influence de ses concurrents japonais et indiens en Afrique. Grâce à cette influence médiatique, la Chine souhaite relativiser l'hégémonie occidentale à travers le monde, particulièrement en ce qui concerne l'accès aux hydrocarbures (Taje, 2008).

BIBLIOGRAPHIE

- Chen, C. C., Colapinto, C., & Luo, Q., 2010, « China Radio International in the Digital Age: Propagating China on the Global Scenario », *Global Media Journal*, 9, 16.
- Chomsky, N., & Herman, E. S., 2004, *La fabrique de l'opinion publique : la politique économique des médias américains*, Paris, Le Serpent à Plumes, 330 p.
- Cooley, J. K., 1965, *East wind over Africa : Red China's African offensive*, Walker, New-York, 246 p.
- Courmont, B., 2009, *Chine, la grande séduction: essai sur le soft power chinois*, Paris, Choiseul, 196 p.
- Li, J., 2009, *Chinese media, global contexts*, London, Routledge, 288 p.
- Mbabia O., 2012, *La Chine en Afrique: histoire, géopolitique, géoéconomie*, Paris, Ellipses, 157 p.
- Morin-Allory R., 2011, « La Chine parle aux Africains. L'appareil médiatique de Pékin », *Outre-Terre*, 30, 4, p. 43.
- Richer P., 2008, *L'offensive chinoise en Afrique*, Paris, Karthala, 164 p.
- Sanogo O. N., 2010, *Chine-Afrique : évolution de la coopération sino-malienne entre 1960 et 2008*, Mémoire de recherche, UQAM, 201 p.
- Soëtemondt A., 2011, *J'ai travaillé pour la propagande chinoise*, Paris, Moment, 253 p.
- Taje M., 2008, *Géopolitique de la Chine : enjeux et défis*, note de recherche, Université virtuelle de Tunis, 60 p.
- Tudesq A.J., 1997, *Les médias acteurs de la vie internationale*, Rennes, Apogée, 181 p.
- Tudesq A.J., 2002, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute: les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 315 p.
- Vittin T.E., 2002, « L'impact des radios internationales en Afrique noire », dans *La mondialisation des médias contre la censure*, De Boeck Supérieur, p. 81.
- Wagner J., 2014, *Chine-Afrique: le grand pillage*, Paris, Eyrolles, 127 p.
- Zhang, Q., & Su, Q., 2015, *La diplomatie chinoise*, Paris, Pages ouvertes, 176 p.
- Zhang, X., Wasserman, H., & Mano, W., 2016, *China's media and soft power in Africa: promotion and perceptions*, New York, NY, Palgrave Macmillan, 237 p.

¹ Radio Chine Internationale

² Hiribarren V., 2017, *Le Sawaba : le désir de calme*, Africa 4, Libération, <http://libeafrica4.blogs.liberation.fr/2017/09/17/le-sawaba-le-desir-de-calme/>

³ Almouloud L., 2015, *Coopération Mali-Chine : l'âge de la providence*, L'Essor, <http://maliactu.net/mali-cooperation-mali-chine-lage-de-la-providence/>

⁴ Entretien à R&M et à l'ONC à Niamey (Niger), janvier 2017

⁵ Stamm E., 2006, *L'engagement de la Chine au Sénégal. Bilan et perspectives, un an après la reprise des relations diplomatiques*, Friedrich Ebert Stiftung, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/senegal/05267.pdf>

⁶ Ambassade de Chine, 2010, *Lancement officiel des quatre fréquences FM de RCI au Sénégal*, <http://sn.china-embassy.org/fra/zsgx/whjw/t722310.htm>

⁷ Entretien avec Imogen Lamb, coordinatrice du service Bambara à RFI, Issy-les-Moulineaux, décembre 2017

⁸ Entretien avec Jean-Marc Blechi, Directeur du Développement et de la Distribution Afrique pour l'audiovisuel extérieur de la France, Issy-les-Moulineaux, décembre 2016

⁹ Citant une étude parue dans le magazine chinois Qiu Shi (2009)

¹⁰ Entretien à l'Ambassade de Chine à Dakar, février 2015